

Date de réception: 05/05/2019 Date d'acceptation: 21/06/2019

Plaidoyer pour un renouveau de l'économie algérienne

Advocacy for a renewal of the Algerian economy

GODIH Djamel torqui

godihdjamel@hotmail.fr

Université de Mostaganem

University of Mostaganem

LAZREG Mohammed

m.lazreg222@yahoo.fr

Université de Sidi bel abbés

University of Sidi bel abbés

Résumé :

La chute rapide des cours sur le marché pétrolier international, est venue révéler ; encore une fois ; l'extrême fragilité de notre système économique. La construction de l'économie de marché en Algérie impose un développement économique harmonieux et une efficacité institutionnelle. Les objectifs de notre modeste contribution à travers cet article sont de deux ordres : le premier objectif est de rappeler qu'avec la chute brutale des prix du pétrole, l'économie algérienne a besoin d'une diversification afin que nous puissions mettre un terme au syndrome hollandais qui caractérise notre économie. Le deuxième objectif est de mettre en lumière les leviers nécessaires à mettre en œuvre pour des conditions d'émergence et de développement économique en Algérie.

Les mots-clés : Ressources humaines ; EFC; Gouvernance ; Collectivités locales ; Finances publiques ; Partenariat université-entreprise.

Abstract :

The rapid fall in prices on the international oil market has come to light; once again ; the extreme fragility of our economic system. The construction of the market economy in Algeria requires harmonious economic development and institutional efficiency. The objectives of our modest contribution through this article are twofold: the first objective is to recall that with the sharp drop in oil prices, the Algerian economy needs diversification so that we can put an end to the Dutch disease that characterizes our economy. The second objective is to highlight the levers needed to implement conditions of emergence and economic development in Algeria.

Key Words: Human resources; SCF; Governance; Local communities; Public finances; University-business partnership.

Introduction:

La chute rapide des cours sur le marché pétrolier international, est venue révéler ; encore une fois ; l'extrême fragilité du système économique algérien. Des fluctuations, somme toute naturelles et prévisibles du marché international d'une matière première ; prennent tout à coup les allures d'une réelle menace, du fait du poids écrasant des hydrocarbures au sein de l'économie algérienne. La construction d'une économie plus diversifiée et moins dépendante des performances du seul secteur de la production et des exportations d'hydrocarbures est indispensable. Les pays émergents qui ont enregistré les meilleurs performances comme l'Inde ou la Chine ont su mettre en œuvre une stratégie de développement et donc de réforme tenant compte de leurs spécificités respectives.

A l'instar de ce que la Chine a engagé pour réussir sa transition économique, l'Algérie devra obligatoirement lancer des réformes nécessaires pour fournir aux entreprises les compétences indispensables à leur essor. C'est là probablement, l'un des chantiers les plus urgents pour préparer ce qu'on appelle l'après-pétrole d'une part, une politique des ressources humaines de qualité et permettre ainsi un développement de la culture stratégique d'autre part.

Aujourd'hui il va de soi que l'Algérie doit également choisir son propre modèle de développement en adoptant une stratégie de réformes en conséquence. L'économie algérienne a besoin d'entreprises performantes. Des entreprises compétitives qui récupèrent leurs parts de marchés intérieurs et qui engagent la bataille de la conquête de débouchés extérieurs. L'Etat ne crée pas de richesses. Son rôle premier est d'aider les entreprises à produire le maximum de biens et de services pour assurer le bien-être de la population. Son deuxième rôle est d'intervenir pour assurer une meilleure répartition de la richesse. Son troisième rôle est d'assurer toutes les conditions de sécurité, de justice et d'administration afin que le système politique, économique et social fonctionne convenablement. Toutes les

institutions ont besoin de ressources pour fonctionner. Mais seule l'entreprise produit des richesses matérielles dont a besoin la nation pour avancer. Le tissu institutionnel fonctionne avec la richesse produite par l'entreprise. Sans elle, point de sécurité, ni de justice, ni d'éducation et encore moins de dépense sociale ; il n'y aurait point d'Etat. C'est l'entreprise qui fait la puissance d'une nation.

Problématique :

Dans la configuration du monde d'aujourd'hui ; l'Etat se retire progressivement de la gestion directe de l'économie ; pour se consacrer aux missions stratégiques d'animation ; d'organisation et de régulation du développement économique et social du pays.

Force est d'admettre qu'aujourd'hui se dégage un consensus général auprès des décideurs à différents échelons de responsabilités, sur la nécessité de recherche d'un nouveau mode de conduite du processus de développement économique et social ; au niveau national, local et des affaires publiques d'une manière générale.

• **Dans ce cas, quelles seraient les mesures importantes à mettre en œuvre pour des conditions d'émergence et de développement économique en Algérie ?**

Hypothèse :

Pour résoudre cette problématique, nous avons émis l'hypothèse suivante :

• L'économie algérienne a besoin d'une diversification afin que notre Pays puisse mettre un terme au syndrome hollandais qui caractérise son système économique. L'économie algérienne dépend à 98% de la rente liée aux exportations des hydrocarbures. Aussi, plusieurs leviers fondamentaux doivent être mis en œuvre pour une émergence et un développement économique en Algérie.

Notre article est structuré en plusieurs axes fondamentaux que nous présenterons ci-dessous.

1. La nécessité d'impulser une autre stratégie de management des ressources humaines en Algérie : source d'émergence et de développement

Le pilotage des compétences constitue le cœur de toute la stratégie du management des ressources humaines. La gestion des compétences dans le cadre de la durabilité de l'entreprise appelle, à notre sens, une remise en cause permanente des connaissances. Une hiérarchisation des compétences pourrait être instituée, compte tenu non plus de leurs seules caractéristiques examinées à la lumière des nécessités d'exercices présentes, mais également en termes d'optimisations futures à privilégier.

1.1. La médiatisation des compétences du succès

La hiérarchisation des compétences peut être entreprise, fondée sur des paramètres variables selon les objectifs et projets des entreprises. Il s'agit également, pour les entreprises de soutenir et développer les compétences dominantes. Toutefois, l'identification des paliers de progrès et de maîtrise pour chaque compétences dominante est nécessaires à notre avis. Introduire une démarche compétence traduit une détermination sans équivoque d'engagement vers un tout autre modèle de management des ressources humaines, donc sur la stratégie de l'entreprise algérienne

1.2. La formation managériale moderne : un levier majeur pour un développement économique harmonieux en Algérie

(Alary , Laloup, Stroussi ,2010) mettent en évidence que la gestion des ressources humaines doit permettre à l'organisation de disposer d'individus compétents et qualifiés au bon poste. Cela s'appuie sur l'identification des besoins, sur des actions de recrutement et sur une politique de formation. Dans toute structure l'individu tient une place prépondérante car il est le sujet de la connaissance, il est porteur d'une partie d'un ensemble que l'on entrevoit à travers le groupe. Il représente, l'intelligence dans son affirmation sociale en particulier par son comportement vis-à-vis du savoir, de ses aptitudes qui touchent aux capacités relationnelles et à la coopération. L'attitude de l'individu est source de connaissance par le fait qu'il la crée et la

transmet dans son environnement professionnel. L'amélioration des performances par le développement des ressources humaines s'avère donc un impératif majeur pour les entreprises algériennes. Aussi ; et face à la concurrence nationale et internationale, la construction de l'économie en Algérie va se traduire par un ensemble de contraintes et d'exigences que les entreprises doivent intégrer pour survivre et réussir, entre autres : Des ressources humaines hautement qualifiées. (**Rezig, 2006**) indique également dans ce contexte que le capital humain est un moteur fondamental de la croissance économique. L'investissement dans le capital humain s'est en effet avéré déterminant pour la création de conditions favorables à la promotion d'une croissance économique durable et de l'emploi. Pour sa part (**Lamiri, 2013**) met en exergue que les deux facteurs clés de succès de réussite des entreprises et des nations demeurent l'intelligence humaine et l'information. Les pouvoirs publics doivent s'attaquer aux véritables priorités : le développement humain, la modernisation technologique et managériale et le financement de l'économie productive. La Pologne, la Chine et d'autres pays ont recyclé pratiquement toutes les ressources humaines opérationnelles en quelques années, en plus de moderniser rapidement en profondeur leur système éducatif pour mieux prendre en charge les futures générations. Le management est l'arme la plus redoutable et la plus efficace que les nations modernes utilisent pour maintenir et creuser leur suprématie économique et technologique sur le reste

2. Repenser le partenariat université-entreprise : un atout majeur pour une émergence économique en Algérie

(**Rouadja, 2018**) note dans ce cadre que l'université et l'entreprise algérienne se méconnaissent et s'ignorent au prétexte infondé qu'elles se suffisent elles-mêmes ; qu'elles n'ont nullement besoin l'une de l'autre. Cette attitude est négative et s'inscrit en faux contre la logique de l'échange mutuellement bénéfique et de la complémentarité que postulent les lois qui régissent l'économie de marché. L'obstacle majeur qui fait que ces deux institutions se tournent le dos tient donc au

fait que les gestionnaires de ces deux entités se considèrent comme des fonctionnaires de l'Etat et dont le seul souci n'est pas toujours l'efficacité ou la rentabilité de l'entreprise qui les emploie ; mais bel et bien leur fin de mois.

2.2. Enseignement-emploi : une nécessité vitale

La mise en relation des cursus scolaires avec les besoins des secteurs d'activité et la formation de créateurs d'emploi plutôt que de chercheurs d'emploi s'avèrent nécessaires. (Lamiri, 2013) met en exergue que l'intelligence humaine est la première source d'émergence de développement des nations, c'est grâce aux capacités intellectuelles des américains que les USA sont devenus la première puissance du monde. Aussi ; les pouvoirs publics doivent prendre en compte le secteur de l'enseignement supérieur, car sans un enseignement de qualité mondiale, le développement est impossible. Dans ce cadre, une stratégie doit être mise en œuvre pour permettre à ce secteur d'être à la hauteur. Aucune stratégie industrielle, financière, agricole, ou autre ne sera efficace avec un enseignement supérieur qui n'est pas aux normes internationales

2.3. Le pilotage des compétences : le cœur des ressources humaines

Le pilotage des compétences constitue le cœur de toute la stratégie du management des ressources humaines. La gestion des compétences dans le cadre de la stratégie d'entreprise, appelle, à notre sens, une remise en cause permanente des connaissances.

2.4. L'innovation et les pôles de compétitivité : outils pour un développement économique.

Notre industrie n'est pas compétitive. L'instabilité du marché pétrolier et la chute des prix des hydrocarbures, principale ressource de l'économie algérienne, ont lourdement impacté nos réserves de changes. En fait, les raisons avancées pour justifier la faiblesse de notre industrie sont nombreuses. Toutefois, un constat important peut être dégagé, il s'agit du déficit en matière d'innovation. En effet, l'innovation associée à la recherche sont devenues des enjeux économiques importants et des éléments fondamentaux de la compétitivité d'une économie. Développer

la croissance par la mise en commun des moyens d'entreprises innovantes, de recherche et développement, telle est l'ambition des pôles de compétitivité. Dans ce cadre, pour donner à l'innovation toutes ses chances de réussite, notre pays doit travailler en parfaite cohésion avec tous les acteurs nécessaires au développement de l'économie nationales. La mise en avant de facteurs clefs de compétitivité industrielle, au premier rang desquels se trouve la capacité d'innovation par la recherche et développement (R-D) constitue l'enjeu de la politique des pôles de compétitivité qui a été conceptualisée par Michael Porter universitaire à Harvard, sous le nom de : cluster note (**Bouchagha, 2016**) Il demeure bien entendu que la concrétisation de tels projets exige un niveau de compétences et d'expériences. Il s'agit de donner un nouvel élan à l'industrie algérienne, et tous les secteurs susceptibles d'y contribuer doivent être invités à se rassembler autour d'un pacte productif pour la compétitivité, la croissance et l'emploi et un management stratégique. (**Mekidèche, 2008**) note à ce titre, que les dépenses de recherche d'aujourd'hui sont les investissements de demain et la valeur produite d'après-demain avec les emplois qui vont avec. (**Stiglitz, 2010**) dans ce cadre souligne que le troisième président des USA Thomas Jefferson, a fait observer que le savoir est comme une chandelle : lorsqu'une chandelle en allume une autre, sa propre lumière ne diminue pas, .il est donc inefficace de restreindre l'usage du savoir. De telles restrictions ont un cout particulièrement lourd dans la recherche scientifique fondamentale. Mais pour que le savoir soit diffusé librement ; l'Etat doit assumer la responsabilité de financer sa production. C'est pourquoi il joue un rôle fondamental dans la promotion de la connaissance et de l'innovation.

2.5. L'économie fondée sur la connaissance (EFC) : vecteur majeur d'un management des talents

L'économie de la connaissance comprend des pans entiers des activités d'un Pays. On y inclut la formation (longue durée et recyclage), les TIC, la recherche et développement, l'innovation, la communication, les industries de l'expertise et du conseil etc.

L'économie de la connaissance est comme le sang qui irrigue le corps humain. Elle contribue à améliorer la productivité de tous les autres secteurs (**Lamiri, 2013**). Les pouvoirs publics et les opérateurs économiques en Algérie doivent prendre en considération la combinaison et l'articulation des capitaux, du savoir et du capital humain que dépend, désormais la construction des avantages compétitifs progressivement substitués ou ajoutés aux avantages comparatifs naturels affirme (**Mekideche, 2008**). C'est pour cette raison que cette dimension devra d'abord être intégrée très en amont à la politique de l'éducation et de la formation des pouvoirs publics en tant que composante essentielle disposant d'instruments appropriés. L'EFC doit concerner tous les segments des activités et tous les métiers.

2.6. Les Pratiques de l'économie de la connaissance au niveau de l'entreprise

Selon (**Djeflat, 2014**) la méconnaissance de l'importance de l'immatériel de l'entreprise constitue à la fois un handicap, mais également un gisement de création d'emplois inexploité. Une enquête auprès d'un échantillon de PME en Algérie montre que près de la moitié (44%) n'ont aucun investissement dans l'immatériel. La plupart des entreprises et notamment les PME ne disposant pas de services de R-D. A titre comparatif, les PME Françaises consacrent entre 3% et 4% de leur chiffre d'affaires à la dépense en R-D et participent entre 10% 20% au PIB., la Finlande (58%), La Suède (37%), les USA (30%) ; l'Allemagne (30%) et le Japon (22%°).

(**Belaadi, 1996**) note en ce sens que la maîtrise de la science et de la technologie est une des aspirations majeures et vitales de notre pays, dans la mesure où elle constitue la principale clé d'entrée dans le monde du développement économique et social. Cette maîtrise, comme il est établi de par le monde, ne peut être générée qu'à l'université, qui doit être reconnue comme le lieu du savoir, où s'établit une compétence dans un domaine et d'où doit partir son extension. Une économie qui investit beaucoup dans la recherche a plus de chances d'obtenir une forte croissance économique que celle qui y investit fort peu, les

ressources humaines constituent à cet effet, un trésor inépuisable.

2.7. Veille et intelligence économique

Depuis quelques années, avec l'évolution importante d'Internet, la masse d'information disponible est de plus en plus grande et diverse dans tous les domaines. Cette mutation est liée à l'avancement des technologies de l'information et plus particulièrement des télécommunications qui au cours de la dernière décennie, ont bouleversé la façon de travailler, de réfléchir, et de réagir. Toute stratégie de recherche et développement s'appuie sur l'analyse des informations scientifiques et techniques dont l'entreprise a besoin pour sauvegarder, optimiser et enrichir son patrimoine immatériel souligne (**Bernaoui ,2016**) ; Aussi, l'intelligence économique constitue un outil de management au service de la stratégie qui permet par l'analyse de la problématique, de la définition des besoins, la recherche ; le traitement et l'exploitation d'informations. Dans ce cadre, il serait judicieux de prévoir la création d'un organe central en Algérie qui sera chargé d'élaborer ; à la lumière des exigences mouvantes de l'économie mondiale, des outils, des méthodes ; des analyses, des scénarios dans les domaines jugés prioritaires dans la gouvernance et du développement durable tant au niveau de l'Etat, qu'au niveau de l'entreprise algérienne.

2.8. Le système Chinois : un modèle possible pour l'Algérie

(**Seighier, 2012**) nous informe que ce Pays dispose de plusieurs universités totalement privées, classées parmi les mieux cotées du pays. La plupart des grandes business schools mondiales (Harvard, Wharton, HEC-PARIS, Stamford.....) ont, soit crée des joint-ventures avec des universités publiques chinoises.

Le classement mondial des MBA du Financial Times pour 2012 place la Hong Kong UST Business School à la 10 position et la CEIBS de Shanghai à la 24 devançant même des business Schools aussi célèbres que L'ESADE de Barcelone, Bacconi de Milan ou la Cranfled School of management en Angleterre. L'université publique Tsinghua de Pékin a trois prix Nobel d'économie étrangers parmi son corps professoral. L'actuel

recteur de la CEIBS de Shanghai, un Anglais n'est autre que l'ancien doyen de la London Business School, puis vice Doyen de la Harvard Business School

Dans le même ordre d'idées (**Adler, 2009**) souligne que les efforts du gouvernement Chinois pour encourager la science et la technologie et créer une économie high tech multiplieront les incitations à se préoccuper davantage du capital humain et à s'ouvrir à l'extérieur pour attirer en Chine compétences et idées nouvelles

2.9. Quel choix pour l'Algérie ?

A l'instar de ce que la Chine a engagé pour réussir sa transition économique, l'Algérie devra obligatoirement lancer des réformes nécessaires pour fournir aux entreprises les compétences indispensables à leur essor. C'est là probablement, l'un des chantiers les plus urgents pour préparer ce qu'on appelle l'après-pétrole

3. Gouvernance et mise à niveau de l'entreprise algérienne aux standards internationaux : Des leviers fondamentaux pour une efficience de l'entreprise algérienne

La mise à niveau concerne toutes les fonctions de l'entreprise dans le but d'apporter des solutions pratiques, principalement à la gestion de la qualité, au marketing, à la maîtrise des coûts et aux ressources humaines. La réussite de la mise à niveau conditionne le développement économique et la création ou la disparition de dizaines de milliers d'emplois. Une entreprise, dont la mise à niveau n'est pas au point, connaît mal, en général, ses marchés. Elle n'arrive pas à bien lire les stratégies de ses concurrents. Selon (**Lamiri, 2013**) il est rare de nos jours qu'un pays améliore sa compétitivité et se développe avec un système économique centralisé. Une économie qui fonctionne ainsi se prive des énergies et des cerveaux de millions de citoyens qui auraient pu participer efficacement à l'édification de leur pays. La mondialisation impose aux entreprises un niveau de performance qui induit une plus grande complexité dans leur pilotage particulièrement du fait de leur croissance, de la diversité de leurs activités et des mutations de leurs contextes environnementales indique (**Toudjine, 2013**). La construction

de l'économie de marché en Algérie va se traduire par un ensemble de contraintes et d'exigences que les entreprises algériennes doivent intégrer pour survivre et réussir entre autres : le développement durable.

La logique du développement durable conduit à repenser les modes d'actions publiques traditionnelles. Par la même, elle ouvre un champ d'innovation pour la gestion des ressources humaines qui devra faire preuve d'une certaine imagination pour impulser de nouvelles relations entre les acteurs et les territoires affirme (Lacono, 2004).

3.1. Une nouvelle gouvernance administrative : un enjeu majeur

(Okamba ,2010) indique qu'il existe plusieurs formes de gouvernance : la gouvernance politique, la gouvernance administrative ; la gouvernance économique et financière, la gouvernance des entreprises. L'interaction entre toutes ces composantes de la gouvernance conduit vers la cohésion sociale durable, facteur de développement économique et social soutenable que l'on peut évaluer par le renforcement du sentiment d'appartenance des individus à une collectivité, par leur insertion dans la vie économique et sociale de la cité et par leur degré de participation à la décision collective. Parmi les leviers fondamentaux de rupture pour un développement économique harmonieux et une efficacité institutionnelle en Algérie, il y a lieu de mettre en lumière : la gouvernance. Dans ce cadre (Lamiri ,2013) nous informe que dans le domaine du management on affirme que le bon Dieu est le meilleur démocrate parce qu'il a distribué équitablement l'intelligence au sein des peuples. Mais l'organisation et la gouvernance des Etats font toute la différence. Ainsi, lorsque nous avons un Etat organisé, avec des institutions administrées rationnellement par les meilleures compétences, nous sommes en présence d'un dragon économique. Lorsque les institutions de l'Etat sont désarticulées, gérées intuitivement, sans les processus d'intelligence et de cohérence, alors nous sommes en présence d'un Etat inefficace et destructeur au lieu d'être créateur de richesses. Schumpeter, le célèbre économiste a bien compris la

relation entre l'efficacité de l'Etat et l'efficacité de la relance économique.

3.2. L'amélioration du climat des affaires en Algérie : Condition sine qua non pour une émergence de l'économie algérienne

L'Algérie est régulièrement très mal située dans les différents classements internationaux sur le climat des affaires.

3.2.1. Classement annuel de l'Algérie par les institutions spécialisés : FMI ; Banque Mondiale

La banque mondiale publie annuellement le Doing Business qui est un rapport qui offre des informations sur le climat des affaires par pays. Selon l'indicateur : facilité de faire les affaires : l'Algérie occupait en 2004 : la 136 place, la 148 place en 2012 et la 156 place en 2017 ; En outre, le délai moyen de création d'une entreprise est estimé à plus de 20 jours en Algérie et de 8, 3 jours dans les pays de l'OCDE. (Lakhlef, 2017) met en lumière la question suivante : Que faire pour améliorer le climat des affaires ? Beaucoup d'experts, notamment ceux des institutions internationales FMI, Banque Mondiale... recommandent en premier lieu des réformes structurelles, des réformes qui visent des mesures en profondeur, voire radicales des règles de fonctionnement de l'économie pour corriger les déséquilibres, créer de meilleures conditions de relance de la croissance et réduire l'endettement

3.2.2. La diversification économique en Algérie : une nécessité indispensable pour annihiler la variante du syndrome hollandais en Algérie

L'économie algérienne dépend à 98% de la rente liée aux exportations des hydrocarbures. Aussi, l'Algérie a besoin d'une stratégie de riposte, et le plus rapidement possible. Dans ce cadre, une stratégie de riposte qui consiste à structurer l'Etat pour s'assurer que l'on mobilise toute l'intelligence interne pour tirer profit de tous les atouts dont nous disposons est à mettre en œuvre par les pouvoirs publics. L'objectif est de permettre à l'Algérie de s'engager le plus rapidement sur une trajectoire de développement économique et social soutenu. Notre économie a besoin d'une doctrine économique et sociale. En fait, ce dont

nous avons besoin, c'est d'une feuille de route de 30 ans pour construire une autre économie.

3.3. La bonne gouvernance économique et financière : un levier majeur pour une efficience bancaire et financière en Algérie

(Mihoubi ,1998) souligne à ce propos qu'une économie moderne, puissante, performante et compétitive ne peut exister sans un système bancaire et financier moderne, puissant, performant et ouvert. L'une ne va pas sans l'autre. Les pays développés nous offrent le meilleur exemple de cette parfaite osmose.

Afin de s'adapter à l'évolution de l'environnement économique, les banques algériennes doivent entreprendre un certain nombre d'actions :-

- L'amélioration de la qualité de service et de l'image de marque ; La poursuite d'une politique d'octroi de crédits sains et rentables ;
- Une dynamisation de la relation banque-entreprise .Susciter la création de sociétés de « capital risque » et de leasing d'une part, et d'un fonds de développement des investissements afin de pallier l'insuffisance de l'autofinancement des investisseurs ;
- Assister les entreprises en matière de : restructuration, d'ingénierie financière ;
- L'amélioration de la qualité et de la célérité dans le traitement des opérations ;
- L'optimisation de l'outil informatique ; La formation du personnel....
- L'extension du réseau bancaire.

Les banques sont-elles une des causes de la faible diversification de l'économie et de la qualité médiocre de la croissance ? certainement mais c'est un phénomène induit car les causes principales sont ailleurs : le rôle dominant de l'Etat dans l'économie qui façonne le comportement des banques publiques en matière de politique du crédit et le faible dynamisme de la demande de crédit du secteur privé pour l'investissement en

comparaison de sa demande pour le commerce estime (Benachenhou ,2015).

3.4. Nécessité du développement du marché boursier en Algérie

En Algérie, le financement des entreprises se fait quasiment par le biais des crédits bancaires, ce qui constitue un frein pour la prise en charge de tous les projets. Le crédit bancaire ayant des limites qui sont fixées à travers entre autres, les ratios de solvabilité, de liquidité et de division des risques, il est clair que les banques algériennes ne pourront supporter seules le financement de l'économie. Dans une économie de marché, le marché financier représente la principale source de financement des entreprises. L'Algérie a pris un retard considérable dans la création et l'organisation d'un tel marché financier. Ce handicap risque de peser lourdement dans la progression du processus de réformes et la relance de la croissance sur des bases saines et durables et donc sur la culture de la gestion stratégique dans les entreprises. L'Algérie a besoin d'ériger une place boursière qui finance l'économie productive.

4. Pour une gestion efficiente des collectivités locales

Aujourd'hui, l'espace communal local doit être un terrain pour l'innovation et l'attractivité économique. L'autorité centrale devra accorder plus de pouvoirs aux collectivités locales notamment en matière économique. A travers les pouvoirs qui leurs sont conférés, les élus locaux devraient être en mesure d'innover en matière de fiscalité locale pour drainer plus d'entreprises et promouvoir la création et le développement de zones industrielles. Le développement économique doit passer par le développement local et donc l'approche locale est un impératif majeur pour le développement économique et social.

4.1. La commune algérienne : entreprise de prestation de services et de création de richesses

A ce sujet, (Khelil ,2011) indique que la commune doit fonctionner comme une entreprise de prestations de services et de création de richesses, il est évident que le résultat dépendra des capacités managériales des uns et du degré d'implication des autres dans la vie économique et sociale et culturelles de la

collectivité. En somme cette image de la commune-entreprise reste intimement liée au savoir-faire des élus et à l'implication du citoyen autrement dit au degré d'émancipation de notre société.

La commune du tout Etat, est une image passéiste qui ne saurait s'accommoder des exigences accrues du citoyen, au plan de la qualité et de la diversité des prestations attendues souligne en ce sens (**Khelil ,2011**).C'est par un cercle vertueux ouvert à une stratégie de développement, basée sur la création de valeur, de richesse et d'emploi, que les élus doivent s'intéresser aux difficultés économiques d'autant plus que celles-ci représentent un enjeu politique. Ces difficultés économiques devraient être les objectifs ultimes de toute collectivité locale, s'assurant la synergie nécessaire à sa mise en œuvre. En effet, un élu doit être un stratège et un visionnaire au service de sa commune.

4.2. La culture entrepreneuriale au niveau de chaque wilaya : une mobilisation du capital savoir faire de la collectivité

L'importance de l'entrepreneuriat pour le développement et la croissance d'un pays a poussé la majorité des pays à intégrer l'initiation et la formation à l'esprit de création d'entreprise dans le système éducatif note dans ce cadre (**Lakhlef, 2014**).

La culture entrepreneuriale et managériale est à intégrer rapidement dans l'ensemble des institutions en Algérie, notamment dans les institutions de formations et les communes afin que l'entreprise algérienne puisse survivre, s'adapter aux changements, à l'environnement et à la compétitivité. Cette culture, qui fait la fierté et la distinction des entreprises des pays industrialisés, où se sont conçues développées et épanouies les techniques managériales. En effet, la culture du risque, du défi, de l'innovation et de la rigueur n'a pas fleuri dans nos entreprises, malgré les sommes importantes consacrées à la formation des managers. L'économie algérienne dans son ensemble peut-elle continuer à se passer de l'esprit de management et de la culture entrepreneuriale ?

A ce sujet ; (**Rahmani ,2009**) fait remarquer qu'aujourd'hui la galaxie financière locale s'est dérégulée : l'insincérité budgétaire

couvre les communes, les déficits fleurissent et les effets pervers s'accroissent. La lente dérive financière des communes algériennes doit être jugulée pour les rendre en mesure d'affronter les défis de l'économie de marché et d'un univers de compétitivité et de concurrence. L'évolution de plus en plus rapide des modes de vie, des moyens de communication, des circuits économiques, l'accélération imprimée par les techniques et technologies nouvelles nécessitent une adaptation et une modernisation continues des collectivités locales dans la gestion de leurs services et de leurs infrastructures. La culture entrepreneuriale constitue un remède efficace.

5. Amélioration des finances publiques et intensification des exportations hors hydrocarbures : une nécessité vitale

(Abaci, 2017) souligne que la transition économique de l'Algérie sera-t-elle enfin enclenchée, car le pays est désormais face à une crise économique et budgétaire structurelle du fait que la relation entre le contribuable, l'entreprise ; le citoyen et l'Etat est de type rentier. La politique budgétaire en Algérie n'est pas encore adaptée à l'économie de marché et fonde encore sa démarche sur le secteur des hydrocarbures occupant un poids important dans l'économie nationale. Les risques budgétaires se sont accrus au cours des dernières années : la croissance rapide de la masse salariale publique, le poids croissant des transferts sociaux, la fragilité structurelle de la fiscalité ordinaire et le poids des exonérations ont conduit à un financement décroissant des dépenses de fonctionnement par la fiscalité ordinaire, tandis que la politique non sélective de grands projets infrastructurel a conduit à un creusement des déficits note dans ce cadre (Benachenhou, 2015).

5.1. Les subventions

La question des subventions est à résoudre, car elles impactent négativement le budget de l'Etat, réduisant ainsi ses capacités d'investissement. A cet effet, les subventions doivent moins concerner les produits mais plus les ménages en fonction de leur situation de revenus.

5.2. Nécessité d'une réforme et d'une modernisation de l'administration fiscale

Une réforme fiscale et une modernisation de l'administration est à envisager en tenant compte de plusieurs impératifs dont : la réintégration du secteur informel dans la base fiscale et parafiscale et le renforcement de la compétitivité des entreprises. Il est impératif donc de rendre le système budgétaire performant et efficace au plan économique, c'est à dire la mobilisation des ressources publiques par la fiscalité ordinaire comme un levier économique stratégique au service de la valorisation des ressources territoriales.

6. La diversification économique : Levier d'action pour un renouveau économique en Algérie

6.1. L'urgence d'une intensification des exportations hors hydrocarbures

La diplomatie algérienne peut contribuer à l'internationalisation de l'entreprise algérienne et donc au développement des exportations hors hydrocarbures. Il s'agit en ce sens de la diplomatie économique et commerciale comme outil intermédiaire entre la diplomatie et l'intelligence économique qui peuvent servir de vecteur d'accès à l'information économique et commerciale. Celles-ci sont censées être utilisées par les entreprises exportatrices dans l'adaptation de leurs produits au marché international visé. Certes, il ya des entreprises algériennes qui arrivent à exporter sans pour autant avoir recours à la diplomatie. Cependant, ils sont rares par rapport au tissu existant et la plupart d'entre eux le font occasionnellement. Afin que les entreprises algériennes puissent booster et organiser leurs exportations ; il leur faut notamment des informations économiques et commerciales qui peuvent être fournies par la diplomatie algérienne sur tel ou tel pays. Cela aidera le potentiel exportateur à mieux choisir son marché cible et du coup à mieux le pénétrer.

6.2. La diversification économique par les ressources inexploitées: les énergies renouvelables

Après avoir exploité ses gisements de pétrole et de gaz pendant plus d'un demi siècle ; l'Algérie peine à maintenir son niveau de production tant pétrolier que gazier, la satisfaction de l'approvisionnement énergétique du pays finira par accuser un

déficit progressif si les choses continuent à évoluer comme elles l'ont fait jusque-là. (Chitour, 2003) indique que le secteur des énergies renouvelables ne se limite pas à une filière mais couvre une palette de filières qui sont de plus en plus industrialisés. Or par comparaison à d'autres pays européens, l'Algérie après avoir été une des premières à investir dans les énergies renouvelables a abandonné ces filières et donc a pris du retard dans le domaine des énergies renouvelables ; La seule alternative durable serait de diversifier l'économie en développant les nombreuses ressources non exploitées ou sous exploitées du pays mais une telle solution négligée ne sera pas prête avant très longtemps. Entre temps ; le pays sera confronté à une longue et difficile période intermédiaire sans ressources financières suffisantes.

6.3. La digitalisation des métiers et des organisations : source de performance de l'économie algérienne

(Arezki , 2019) économiste en chef de la banque mondiale, souligne « les réformes structurelles que nous préconisons sont multiples, les grands débats qu'on a à la banque mondiale avec la plupart des pays portent sur le début d'une rupture technologique majeure qui est la révolution digitale. On voit deux fondements de cette économie digitale qui sont importants : l'internet haut débit et le paiement digital. Le paiement mobile qui doit se libérer pour créer un marché intégré et développer notamment l'agriculture, l'agrobusiness, en y incluant les différentes parties de l'Algérie qui ne sont pas assez assimilées économiquement et qui pourraient lier la partie rurale et la partie urbaine. L'importance des fondations digitales est énorme. C'est le début de l'accélération du développement. Aujourd'hui, on est dans des sociétés et des économies verticales, ou vraiment il ya une approche descendante de la politique et l'économie, il ya trop d'intermédiation. L'avènement digital est un gain en horizontalité. C'est-à-dire une relation plus libérée, plus fluidifiée de l'économie. La maîtrise des technologies de l'information et de la communication et le recours aux réseaux sociaux, permettront en effet à cette nouvelle génération de managers, de prendre rapidement connaissance des outils et techniques de gestion les plus

performants qu'ils sauront mettre en service de leurs sociétés soutient (**Grim ,2012**).

Conclusion :

Arrivé à la fin de notre modeste contribution à travers cet article, nous tenterons de mettre en exergue une synthèse récapitulative de nos principaux résultats.

Le développement économique à travers des réformes structurelles qui sont un passage obligé pour créer et augmenter le potentiel de croissance est indispensable s'avère primordial en Algérie. Dans ce cadre ; le développement des ressources humaines constitue l'ossature indispensable pour amorcer une véritable croissance économique. Par ailleurs et pour une dynamique dans le domaine des financements, il est impératif de développer le marché financier en Algérie. De même, une relation étroite s'avère nécessaire entre l'université et les entreprises. Mettre sur pied des passerelles au sein des communes entre le système de formation et le monde de l'entreprise de sorte à mieux intégrer les préoccupations des entreprises s'avère également à notre humble avis important. Le développement de la culture entrepreneuriale dans les différentes institutions de chaque Wilaya est indispensable afin de développer le nombre d'entreprises qui sont à la base de la création de richesses. Toutefois, la commune algérienne, en tant que collectivité locale est au centre de l'actualité, toute l'attention doit être consacrée à cette entité et, ce pour une dynamique économique territoriale. Le développement de l'économie fondée sur la connaissance ; la veille et l'intelligence économique constituent également des leviers importants pour la relance économique de notre pays. Enfin, revoir le climat des affaires et l'environnement économique s'avère primordial. A cet effet, les pouvoirs publics doivent mettre en place les bases d'un véritable droit économique cohérent et incitatif pour la création de richesses.

Toutefois, il y a lieu de remarquer que quels qu'aient pu être nos efforts pour circonscrire la question ayant trait à notre thème ; notre article ne saurait épuiser le domaine aussi vaste et passionnant, qu'inépuisable. Notre souhait est d'apporter à

travers ce modeste papier une contribution quant à une réflexion sur le renouveau économique en Algérie

Références bibliographiques :

- Alary AM ; Lalloup I; Stroussi A (2010). «Management des organisations ». Berti Editions, Alger.
- Adler A(2009). « Le nouveau rapport de la CIA. Comment sera le monde en 2025 » ; Editions Robert Laffont, Paris.
- Areski R(2019) : El Watan économie du 3/2/2019
- Abaci M : El Watan économie 15 novembre 2017.
- Bellaadi M (1996). « La relation université-entreprises. Quel diagnostic ? Quel management ? » Ouvrage collectif : vers une nouvelle culture managériale. OPU, Alger.
- Bouchagha S. El Watan économie du 24aout 2016.
- Bernaoui R (2016). « Veille et intelligence économique. Quelle problématique pour un système d'information en Algérie ? ». OPU ; Alger.
- Benachenhou (2015). « L'Algérie : sortir de la crise ». El Diwwan, Alger.
- Chitour C E(2003) : Pour une stratégie énergétique de l'Algérie à l'horizon 2030. Actes de la 7 journée de l'énergie sous la direction du Pr Chems Eddine Chitour
- Djeflat A (2014). « L'intégration économique Maghrébine : un destin obligé ». Ouvrage collectif sous la direction d'A. Mebtoul et Camille Sari. Editions Anwar El Maarifa
- Grim N (2012). « Entrepreneurs, pouvoir et société en Algérie ». Casbah Editions ; Alger.
- Khelil A (2011). « La commune dans le défi du management et de l'ingénierie territoriale ». Casbah Edition, Alger.
- Lakhlef B (2014). « Créateur d'entreprise et dirigeant d'entreprise ». Alger-Livres-Editions.
- Lamiri. A (2013). « La décennie de la dernière chance. Emergence ou déchéance de l'économie algérienne ? » Editions Chihab ; Alger.

- Lacono G (2004). « Gestion des ressources humaines ». Casbah Editions ; Alger.
- Mekideche. M (2008). « L'économie algérienne à la croisée des chemins » ; Editions Dahlab ; Alger.
- Mihoubi.S (1998). « L'Algérie à l'épreuve des réformes économiques ». Office des publications universitaires ; Alger.
- Okamba E(2010). « La gouvernance. Une affaire de société ». Paris ; Edition L'Harmattan
- Rezig A (2006). « Algérie –Brésil- Corée du Sud : Trois expériences de développement ». OPU ; Alger.
- Rouadjia A. El Watan économie du 11 mars 2018.
- Rahmani C (2009). « Les finances des communes algériennes. Insincérité, déficits et bonne gouvernance ». Casbah Editions, Alger.
- Stiglitz Joseph E (2010) Prix Nobel d'économie. « Le triomphe de la cupidité. Traduit de l'anglais (américain) par Paul Chemla ». Editions LLL, Paris.
- Toudjine A (2013). « La pratique du contrôle de gestion ». OPU, Alger.